

Population, décideurs et menace d'une épidémie de coronavirus

ÉCRIT PAR LA RÉDACTION

28 février 2020

« La ralentir et continuer à vivre »

Jeudi 27 février, dans une pharmacie de Jarry à Baie-Mahault. La file d'attente est celle de tous les jours. Sauf qu'elle n'avance pas. Les clients veulent des masques. Il n'y en a pas. La Dame au comptoir insiste : « *Pourquoi cette pénurie ? À quand le prochain arrivage ?* » Après elle, un Monsieur qui a tout entendu répète les mêmes questions. Derrière, les autres clients s'impatientent. Selon l'Agence régionale de santé (ARS) jusqu'ici, personne en Guadeloupe n'a été signalée infectée par le coronavirus Covid-19. Information rassurante. Elle n'a pourtant pas apaisé l'inquiétude d'une partie de la population. Plusieurs pharmaciens contactés indiquent que depuis le 25 février, ils constatent une forte demande de masques dont ils ne disposent pas.

| Empêcher les avions en provenance d'Italie d'atterrir

Le 27 février, Ary Chalus invite le préfet, la directrice de l'ARS, la présidente du conseil départemental, à une réunion à l'espace régional du Raizet sur le sujet (voir article ci-contre page 9). Le 26 février, le Costa magica, bateau de la compagnie italienne Costa croisières n'est pas autorisé à faire escale à Sainte-Lucie comme prévu. Les autorités du pays interdisent l'accès de l'île aux passagers italiens. Dans la foulée, un avion d'Alitalia annoncé à l'aéroport de Guadeloupe Pôle Caraïbe est jugé indésirable sur les réseaux sociaux. Des messages appellent à s'opposer à son atterrissage. En l'espace de quelques jours, l'Italie est devenue le pays d'Europe le plus touché par le virus. Au 27 février, 428 cas et 14 morts sont révélés. L'Italie apparaît quant de plus en plus comme une plateforme de diffusion du virus. Face à la diplomatie nationale qui exprime son soutien au voisin européen, les habitants manifestent leur

inquiétude et s'apprêtent à faire rampart.

| Ralentir l'épidémie et continuer à vivre

L'ARS met l'accent sur les précautions à prendre, les gestes barrières, afin de faire obstacle à une éventuelle propagation du virus. Mais ne dit mot sur la capacité du territoire à réagir à l'épidémie. « *C'est que nous-même ne savons pas comment ça va se passer. On tâtonne. C'est comme pour l'incendie. C'est une première* » confie au *Courrier de Guadeloupe* un agent hospitalier. Notre plus grand centre hospitalier serait équipé de 5 chambres d'isolement. « *De quoi traiter quelques patients, mais pour des cas groupés et encore moins une épidémie importante. Là, il faudra qu'on nous renvoie l'hôpital de crise Eprus* » poursuit l'interlocuteur. Sans compter que le CHU doit être préservé, parce que même depuis l'expérience de l'incendie, il n'existerait pas de plan blanc qui organise le transfert des patients et des équipements vers un refuge. « *Nous avons commandé des masques en quantité, nous sommes en réunion tous les jours pour nous organiser* ». Le Dr Guy Ursule président de l'Union régionale des professionnels de santé (URPS) médecins libéraux de Guadeloupe, confirme au *Courrier de Guadeloupe*, la livraison de masques aux professionnels de santé de Guadeloupe. « *Le virus ne connaît pas de frontière* » déclare Tedros Adhanon Chebryesus, directeur de l'organisation mondiale de la santé (OMS). « *C'est une situation sérieuse. Il est possible nous allons vers une épidémie. Il faut tout faire pour la ralentir et continuer à vivre. Nous n'y arriverons pas si nous cédon à la panique,* » a confirmé le Dr Guy Ursule.

“Nous devons rassurer le peuple”

« *On commence là, 11 heures c'est 11 heures !* » Ce jeudi 27 février, le président de Région, Ary Chalus convie la presse à une réunion d'urgence sur le coronavirus (covid-19) organisée de manière partenariale. Au premier étage de l'espace régional du Raizet aux Abymes, une quarantaine de personnes se serrent dans une salle, bien trop petite pour accueillir tout le monde présent. La présidente du conseil départemental,

Josette Borel-Lincertin est présente. Josiane Gatibelza, maire de Pointe-à-Pitre, Janny Marc, maire de Deshaies, Jocelyn Sapotille, maire de Lamentin. Les députés Justine Bénin (Modem) et Olivier Serva (LREM), le sénateur Dominique Théophile (LREM). Les arrivées s'enchaînent. Le professeur Eustase Janky, le directeur du centre hospitalier universitaire (CHU), Gérard Cotellon. Éric Jalton, maire des Abymes et président de Cap excellence et Joël Beaugendre, maire de Capesterre-Belle-Eau, arriveront avec plusieurs minutes de retard. Dans la salle, le plan de table est sans protocole. Marie-Luce Penchard, vice-présidente de la Région et maire de Basse-Terre est assise à la droite du président de Région. À sa gauche, la présidente du conseil départemental attend patiemment le début de la réunion, les mains croisées. Deux sièges plus loin, Patrick Vial-Collet, président de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) pianote hâtivement sur son téléphone. Alain Bièvre, directeur général de l'aéroport Pôle Caraïbes, est installé en bout de table. Deux fonctionnaires d'État manquent à l'appel. Philippe Gustin, préfet de Guadeloupe et Valérie Denux, directrice générale de l'Agence régionale de santé (ARS). D'aucuns affirment qu'ils ont vu dans cette réunion un angle politique auquel ils n'ont pas souhaité prendre part, réserve en période électorale oblige. D'autres soulignent que tenus d'appliquer des directives gouvernementales, l'autonomie de décision et d'adaptation à l'étroitesse et l'insularité du territoire ne peut venir que des élus locaux selon leurs compétences. La préfecture était représentée par Sabry Hani, son directeur de cabinet. Et l'ARS par une délégation.

« Jusqu'où aller »

« *Il y a un certain nombre de questions qu'il est indispensable de se poser* », introduit Josette Borel-Lincertin, en préambule de cette rencontre d'urgence. « *Nous devons rassurer le peuple, il ne faut pas attendre qu'on décèle un premier cas, si premier cas il y a un jour, pour savoir ce que nous pouvons proposer, jusqu'où nous pouvons aller* ». Prévenir mais aussi lutter contre l'arrivée éventuelle du coronavirus sur le territoire, l'objectif des autorités publiques, l'ARS et le CHU est d'être prêt à réagir à tout moment. Au programme de cette réunion donc, « *faire le point sur tout ce qui a déjà été mis en œuvre, dans l'Hexagone mais aussi à 8 000 kilomètres, ici en Guadeloupe* ». Pour Sabry Hani, directeur de cabinet du

préfet, « *les choses évoluent de jour en jour, d'heure en heure, donc il est parfaitement normal, dans cet exercice de transparence, que nous puissions échanger sur la préparation, la gestion, la conduite à tenir* ». Car il est primordial d'éviter l'anxiété ou toute situation de « *psychose particulière* ». Le climat de la réunion est nerveux. Des habitants projettent de faire barrage à l'arrivée de bateaux de croisière ou d'avions en provenance d'Italie où les contaminations par le coronavirus flambent depuis le 21 février. D'ailleurs, avant que les portes de la réunion ne se referment, le président de Région s'écrie : « *Je le dis franchement, je serai à la tête des Guadeloupéens pour venir bloquer l'aéroport s'il le faut* ».

| Trois chambres spécialisées

Après deux heures à huis clos, les portes s'ouvrent. Plusieurs mesures sont annoncées en matière de contrôle sanitaire lors de l'entrée sur le territoire. « *Costa m'a confirmé que les passagers qui devraient embarquer sur les vols prévus en Guadeloupe vendredi et samedi ne seraient pas des passagers en provenance des régions contaminées* » explique un représentant de la compagnie Costa sur le port. La compagnie aurait annulé dès le départ la montée à bord de ces passagers. « *Le CHU est prêt, le Département est prêt à affronter le coronavirus* » affirme Josette Borel-Lincertin. « *La Guadeloupe est ouverte au Monde, nous n'allons pas non plus nous imaginer que nous serons protégés. Nous n'allons pas mettre des murs autour de la Guadeloupe* ». Les délégués de l'ARS rappellent les mesures préconisées par le ministère des Solidarités et de la santé concernant le coronavirus. L'une d'elles, et la principale selon les élus et autorités sanitaires présents ce jour, est d'appeler le Samu au 15 en cas de symptômes : il ne faut ni sortir de son lieu de résidence pour se rendre chez le médecin, ni aux urgences. Du côté du CHU, Gérard Cotellon se veut rassurant. « *Nous avons renforcé les mesures de protection, car il ne s'agit pas non plus d'avoir une contamination de notre propre personnel* », a-t-il expliqué. « *Nous avons revalidé le dispositif d'accueil des patients qui nécessitent une prise en charge hospitalière, à savoir une hospitalisation dans le service de maladies infectieuses et tropicales dans des chambres avec un sas et des pressions négatives* ». Les urgences ont également été informées sur les conduites à tenir « *en cas de patients symptomatiques*

arrivant de zones à risque ou ayant été en contact avec des personnes qui étaient dans ces zones ». Trois chambres spécialisées sont aménagées pour recevoir des patients.